

Addis Abeba, Ethiopie
13 novembre 2023

Communiqué de presse

De nouvelles cartes pays révèlent la nécessité d'améliorer le bien-être des enfants en Afrique

Afrobarometer, en collaboration avec Data for Governance Alliance et Laws.Africa, a dévoilé samedi une nouvelle série de cartes pays soulignant la nécessité de redoubler d'efforts pour améliorer le bien-être des enfants en Afrique.

Les [cartes pays du bien-être des enfants](#) résument graphiquement les résultats de l'enquête Afrobarometer Round 9 (2021/2023) détaillés dans son dernier [profil panafricain](#). Ils mettent en lumière le point de vue des citoyens africains sur la discipline des enfants avec la force physique, la fréquence de négligence et de maltraitance des enfants, et la question de savoir s'il existe une aide pour les enfants vulnérables au niveau communautaire. En dévoilant les cartes pays lors de la 42ème session ordinaire du Comité Africain d'Experts sur les Droits et le Bien-être de l'Enfant (CAEDBE) à Addis-Abeba, Anyway Chingwete, directeur adjoint des enquêtes d'Afrobarometer, a déclaré que l'usage de la force physique pour discipliner les enfants a toujours un soutien solide parmi les adultes africains, même si l'opposition grandit lentement.

« Sur les 33 pays sondés lors du Round 7 (2016/2018) et du Round 9 (2021/2023), 16 affichent une baisse significative du soutien aux châtiments corporels, notamment de fortes baisses en Tanzanie, au Kenya, au Botswana et au Libéria », a-t-elle déclaré. « Cette tendance suggère que la condamnation internationale des châtiments corporels et l'accent croissant mis sur les droits de l'enfant, tels qu'endossés dans la Convention des Nations Unies relative aux Droits de l'Enfant et la Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant, pourraient avoir un effet ».

Les résultats montrent également que la plupart des Africains déclarent que la maltraitance et la négligence envers les enfants sont rares, et plus de la moitié déclarent que des services sont disponibles dans leur communauté pour soutenir les enfants maltraités ou négligés, les enfants portant un handicap physique et les enfants et adultes souffrant de problèmes mentaux ou émotionnels. Mais moins de la moitié pensent que leur gouvernement fait du bon travail en matière de protection et de promotion du bien-être des enfants. Ces évaluations varient considérablement selon les pays et la situation économique des répondants, suggérant des opportunités d'interventions pour renforcer la protection de l'enfance. Les informations de la plateforme Laws.Africa montrent également que sur les 39 pays étudiés, seuls le Maroc et la Tunisie n'ont pas encore ratifié la Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant.

Yvonne Tagwireyi, experte externe au CAEDBE, a décrit les cartes pays comme un outil précieux de gouvernance et de responsabilisation pour évaluer la performance des gouvernements africains sur les indicateurs clé du bien-être des enfants.

« Afin que l'Afrique puisse réaliser les aspirations de l'Agenda 2063 et, plus important encore, de l'Agenda pour les Enfants 2040, nous avons besoin de toute urgence des données générées en Afrique pour éclairer les politiques et les pratiques », a-t-elle déclaré. « Ces cartes pays contribueront aux preuves qui nous obligeront à déployer les efforts nécessaires pour garantir que l'Afrique soit réellement favorable au bien-être des enfants ».

Résultats clés

Utilisation de la force physique pour discipliner les enfants :

- En moyenne, dans 39 pays, six Africains sur 10 (61%) estiment que les parents ont raison de recourir à la force physique pour discipliner leurs enfants. L'approbation des châtiments corporels a légèrement diminué au cours des cinq dernières années.
 - Alors que le soutien à la discipline physique approche neuf citoyens sur 10 au Bénin (88%), au Cameroun (87%), au Burkina Faso (86%) et au Niger (85%), 16 pays enregistrent des baisses significatives depuis 2016/2018, y compris de fortes baisses en Tanzanie (-31 points), au Kenya (-24 points), au Botswana (-22 points) et au Libéria (-22 points).

Abus, maltraitance et négligence envers les enfants :

- Environ un tiers (35%) des citoyens déclarent que les abus, la maltraitance et la négligence envers les enfants sont « assez fréquents » ou « très fréquents » dans leur communauté, tandis que 64% les décrivent comme des événements peu fréquents. Les perceptions d'abus généralisés vont de 16% en Tanzanie à 63% au Libéria.

Services de soutien aux enfants vulnérables :

- La majorité déclare que des services sont disponibles dans leur communauté pour soutenir les enfants maltraités ou négligés (58%), les enfants ayant un handicap physique (56%) et les enfants et adultes ayant des problèmes mentaux ou émotionnels (52%).

Performance gouvernementale dans la promotion du bien-être des enfants :

- En moyenne, seuls 44% des Africains approuvent les performances de leur gouvernement en matière de protection et de promotion du bien-être des enfants vulnérables. Les citoyens économiquement défavorisés sont les moins susceptibles de considérer les efforts de leur gouvernement comme adéquats.

A propos d'Afrobarometer

Afrobarometer (AB) est une source fiable de données et d'analyses de haute qualité sur ce que pensent les Africains. Avec un historique inégalé de plus de 350 000 entretiens dans 42 pays, représentant les points de vue de 75% de la population africaine, AB mène la charge pour combler le déficit de données du continent. Les données de l'AB éclairent de nombreux indices mondiaux, tels que l'Indice Ibrahim de la Gouvernance Africaine, le Baromètre Mondial de la Corruption de Transparency International et les Indicateurs Mondiaux de Gouvernance de la Banque Mondiale. Les données sont également utilisées pour les analyses des risques pays et par les agences de notation et de prévision du crédit telles que l'Economist Intelligence Unit. Tous les ensembles de données d'AB sont accessibles au public sur le [site Web](#) et peuvent être analysés gratuitement à l'aide de [l'outil d'analyse de données en ligne](#) d'AB.

A propos de Data for Governance Alliance

L'Alliance Data for Governance est un projet de quatre ans qui promeut le plaidoyer et l'engagement basés sur les données entre les organisations de la société civile (OSCs) panafricaines et les organes de l'Union Africaine. Le projet est dirigé par Afrobarometer avec des partenaires dont le Centre pour le



Développement Démocratique (CDD-Ghana), l'Institut d'Etudes sur le Développement de l'Université de Nairobi, l'Institut pour la Justice et la Réconciliation et Laws.Africa. Le projet est financé par l'Union Européenne.

A propos de Laws.Africa

Laws.Africa promeut le libre accès au droit africain à travers tout le continent. La mission de Laws.Africa est de permettre aux gouvernements africains de fournir un accès durable et gratuit à des lois fiables en ligne et d'une manière conviviale, éducative et continue. Cela donne aux individus, aux communautés, aux gouvernements, aux entreprises et aux innovateurs les moyens de soutenir sa vision d'une Afrique de bonne gouvernance, de démocratie, de développement économique, de respect des droits de l'homme, de justice et d'Etat de droit.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Hassana Diallo
Coordinateur des communications pour l'Afrique Francophone d'Afrobarometer
Téléphone : +221 77 713 72 53
Email : hdiallo@afrobarometer.org

Visitez-nous sur www.afrobarometer.org.

Suivez #VoicesAfrica.

